



Après le triomphe de Evo Morales, les États-Unis financent et provoquent une déstabilisation et un coup d'État en Bolivie

Par [Álvaro Verzi Rangel](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2019

[Estrategia.le](#) 22 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

La destruction et l'incendie des bureaux du Tribunal Électoral de Potosi, les actions violentes contre les scrutateurs à Tarija, Chuquisaca, Oruro et La Paz et la démolition d'une statue de l'ancien président vénézuélien Hugo Chavez à Riberalta en Amazonie, confirment les allégations de coup d'État des États-Unis en Bolivie.

La Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) et la Coordination Nationale pour le Changement (Conalcam) ont décidé de déclarer l'état d'urgence et la mobilisation nationale pacifique pour la défense de la démocratie, face aux actions violentes, racistes et antidémocratiques avec lesquelles les groupes d'extrême droite cherchent à convulser le pays.

Comme cela avait été dénoncé, si le président s'imposait à nouveau lors des élections du dimanche 20 octobre, le plan prévoyait de déclarer une fraude électorale présumée, déstabilisant le pays et tentant d'imposer un gouvernement parallèle.

Ils ont d'abord tenté de mettre le pays en feu par une grève générale indéfinie avant le jour du scrutin, des opérations secrètes, une campagne de discrédit et de désinformation, entre autres formes de sabotage pour créer la violence et délégitimer le processus électoral dans le pays.

Et dimanche dernier, au cours du scrutin, les médias hégémoniques de communication et de désinformation ont tenté de créer l'imaginaire collectif d'une éventuelle fraude qui entraînerait un second tour des élections que l'opposition serait censée gagner largement.

Ces élections ont été complexes et difficiles pour le dirigeant autochtone et son Processus de Changement, en raison d'une combinaison de causes internes et externes qui ont été l'obstacle à surmonter depuis une perspective bolivienne.

Sur le plan externe, il y a la contre-offensive de Washington pour perturber les gouvernements progressistes et gauchistes de la région, lorsque le peuple se soulève contre les mesures néolibérales des gouvernements de droite de l'Argentine, du Pérou, de l'Équateur et du Chili.

Des responsables du Département d'État accrédités en Bolivie, tels que Mariane Scott et Rolf Olson, ont rencontré de hauts responsables diplomatiques du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay, de la Colombie, de l'Espagne, de l'Équateur, du Royaume-Uni et du Chili pour organiser des actions de déstabilisation contre le gouvernement et dénoncer une fraude

électorale, qui serait plus crédible que si les États-Unis ou l'Organisation des États Américains (OEA) la dénonçait directement.

Peu avant les élections, le président Evo Morales a déclaré qu'il avait la preuve que certains groupes de leaders civils et ex-militaires préparaient un coup d'État : « *C'est le paramilitarisme net de l'époque des dictatures* », a-t-il déclaré dans sa campagne de clôture à Potosí, au milieu des affrontements entre ses partisans et les citoyens qui font la grève civile pour rejeter le processus d'industrialisation du lithium et exiger davantage de redevances minières.



Les États-Unis, à travers différents médias et acteurs, ont activé leur quatrième plan pour déstabiliser le gouvernement, bloquer le projet de continuité politico-électorale du Mouvement vers le socialisme et interrompre le Processus de Changement. Cela révèle la profonde faiblesse de l'opposition interne, qui cherche à obtenir de l'extérieur du pays ce qu'elle n'a pu encore obtenir de l'intérieur.

L'un des objectifs du plan conçu par les États-Unis est de fragmenter les institutions armées de l'État, principalement la Police Nationale et les Forces Armées.

La troisième phase du plan (les deux premières n'ont pas donné les résultats escomptés) indique qu'après l'investiture de Evo Morales et considérant qu'ils ont pu parvenir à la déstabilisation sociale, un gouvernement civilo-militaire parallèle serait autoproclamé, promu par une fraction des Forces Armées, dirigée par Waldo Albarracin, qui aurait dû organiser de nouvelles élections dans les 90 jours sans envisager la participation du Mouvement vers le Socialisme (MAS).

Pour cette étape, le gouvernement de Washington avait secrètement préparé l'homme politique et candidat à la présidence Oscar Ortiz, qui a réalisé un fiasco en obtenant un peu plus de 4% des voix. Et pour cela il s'est abstenu de défendre le principal candidat de l'opposition, Carlos Mesa, contre les accusations de corruption.

Pour soutenir ces campagnes, le gouvernement de Trump a alloué 100 000 dollars à la société de conseil CLS Estrategias, basée à Washington, qui possède la plus grande base de données de Boliviens à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Il est difficile pour CLS d'imposer à l'imaginaire collectif la figure d'un candidat qui n'a aucune portée sur les citoyens.

Les rapports des services de renseignement indiquent également que la station de la CIA à La Paz a pris le contrôle des réseaux whatsapp dans le pays, les reliant à des groupes d'analyse politique, filtrant les fausses informations et menant des débats en fonction de leurs intérêts.

Le 15 octobre, Evo Morales a dénoncé qu'un véhicule de l'ambassade étasunienne proposait aux habitants de Los Yungas des travaux dans cette zone en échange du refus de soutenir le Mouvement vers le socialisme (MAS) lors des élections et a révélé avoir présenté une plainte directement au chargé d'affaires étasunien, Bruce Williamson, qui s'est déclaré surpris et a promis de ne pas intervenir dans les affaires électorales.

Sur Facebook, une vidéo s'est répandue dans laquelle le diacre, Jorge Sonnante, affirme que le président de l'État, Evo Morales, garde 420 millions d'euros sur un compte de la Banque du Vatican. « *Qu'ils prouvent que j'ai de l'argent au Vatican, plus de 300 millions d'euros, qu'ils présentent des preuves* », a insisté le président Evo Morales, pour qui ces informations font partie de la sale guerre.

Contre le processus de changement, mené par le leader autochtone Evo Morales, toutes les actions de déstabilisation oligarchique et impériale ont été déployées depuis 2005. La première tentative de renversement de Morales a eu lieu au début de la période 2006-2009, la deuxième entre décembre 2015 et février 2016 et la troisième en 2018.

Le plan subversif

Aujourd'hui, les principaux acteurs de ce plan subversif sont les politiciens boliviens Gonzalo Sánchez de Lozada, Manfred Reyes Villa, Mario Cossio et Carlos Sánchez Berzain, tous vivant comme par hasard aux États-Unis. Ceux qui articulent les actions en Bolivie sont les dirigeants du Comité National de Coordination Militaire, composé de commandants de réserve comme le général Rumberto Siles et les colonels Julio Maldonado, Oscar Pacello et Carlos Calderón.

Le plan est coordonné avec les principaux dirigeants de l'opposition bolivienne, principalement Waldo Albarracín qui préside la Confédération Démocratique Nationale (Conade), Jaime Antonio Alarcón Díaz président du Comité civique de La Paz, Jorge « Tuto » Quiroga, ancien président de Bolivie, Juan Carlos Rivero, Rolando Villena, ancien défenseur du peuple et Samuel Doria Medina du parti Unité Nationale.

Bien qu'une grande partie du financement venait du territoire bolivien, avec l'appui des ambassades accréditées en Bolivie et de l'Église évangélique, les façades du gouvernement des États-Unis pour ne pas être directement impliquées dans ces ingérences, le plan ne s'est pas concrétisé pleinement avant les élections.

Selon le rapport de renseignement (voir <https://bbackdoors.wordpress.com/>), la stratégie dans les réseaux sociaux et la fausse campagne d'information est menée par Raúl Reyes Rivero, coordinateur des actions de la Plate-forme Démocratique et des comités civiques en vue de renverser le président. Parmi ses principaux contacts figurent Jhanisse Vaca Daza, Omar Duran et Frank Sousek Medrano, employé du Fonds Interaméricain de Développement.

L'ancien Président Jorge Quiroga a été chargé de rechercher l'appui et les proclamations d'organisations régionales et internationales telles que l'Organisation des États Américains, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, l'Union Européenne, afin de délégitimer la victoire électorale de Evo Morales, la déclarer inconstitutionnelle et tenter une intervention internationale en Bolivie.



La deuxième phase a consisté à instaurer un état de crise sociale, avec des manifestations, dont des manifestations violentes, des grèves, des barrages routiers, qui devaient se dérouler entre juin et la date des élections.

Juan Flores, président du Comité Civique de Cochabamba, et Oscar Pacello, colonel à la retraite, sont les opérateurs politiques de Carlos Sánchez Berzain et Manfred Reyes-Villa en Bolivie, chargés d'atteindre un point de convergence entre les comités civiques, militaires et policiers de la réserve pour déclencher violence et troubles sociaux en Bolivie, qui obligeraient à suspendre les élections ou déstabiliseraient le pays en déclarant une fraude électorale.

Les évaluations du gouvernement US ont convenu que le président Evo Morales remporterait les élections, mais l'ambassade des États-Unis a créé des conditions objectives et subjectives pour une déclaration de fraude électorale :

L'étape post-électorale

Le Département d'État a également engagé Eli Birnbaum, citoyen israélo-étasunien, qui a été en 1998 conseiller du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, plus tard son chef de cabinet, puis il a fait équipe avec Arthur Finkelstein, un militant politique pour les politiciens républicains.

Il est l'homme choisi pour commander les actions de déstabilisation en Bolivie et pour soutenir la figure de Oscar Ortiz. L'idée est de bouleverser le pays politiquement et socialement après les élections. En 2017, il a dirigé la campagne de Marta Lucía Ramírez à la vice-présidence de la Colombie, sur la base de fausses nouvelles pour influencer les électeurs.

Il est expert en manipulation d'enquêtes, conception de campagnes pour nuire à l'image des politiciens rivaux, manipulation des réseaux sociaux et des médias pour couvrir les crises sociales, structuration de coalitions politiques, mise en œuvre de l'érosion sociale, culturelle et politique en campagne électorale.

Birnbaum a pour mission de travailler avec les réseaux de l'Unión Juvenil Cruceñista pour discréditer le président, et avec Jhanisse Vaca Daza, directeur de l'ONG « Standing Rivers » (financée par la Freedom Fellowship de la Fondation des Droits de l'Homme aux États-Unis), qui utilise sa plate-forme pour diffuser en permanence des informations falsifiées et fausses afin de susciter une réaction contre les politiques de l'État.

Sans aucun doute, certaines questions n'ont pas été pleinement satisfaites par le gouvernement et c'est dans ce contexte que, dans les cinq prochaines années, le grand défi sera celui de l'industrialisation : on ne pourra plus vendre de matières premières mais on devra les transformer et leur apporter une valeur ajoutée comme ce fut le cas pour le gaz.

La Bolivie est l'un des pays ayant la plus grande richesse en lithium au monde et cette richesse doit permettre de projeter la population vers un plus grand développement. Et pour s'appropriier les richesses de la Bolivie, les États-Unis prévoient de mettre fin à l'État plurinational et au gouvernement populaire dirigé par Evo Morales.

Álvaro Verzi Rangel

Article original en espagnol : [Tras el triunfo de Evo, EU gesta y financia desestabilización y un golpe en Bolivia](#), Estrategia.la, le 22 octobre 2019.

Traduction par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Estrategia.le](#)
Copyright © [Álvaro Verzi Rangel](#), [Estrategia.le](#), 2019

Articles Par : [Álvaro Verzi Rangel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca